

Le pouvoir aux travailleurs

22 AVRIL 2007

N° 132

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- NE PAS COMPTER SUR LE COUPLE GBAGBO-SORO POUR AMÉLIORER NOS CONDITIONS D'EXISTENCE!.....	2 - 3
- QUAND LES GOUVERNANTS PARLENT DE LA SOUFFRANCE DU PEUPLE	4
- POUR QUE LES TRAVAILLEURS NE SOIENT PAS OUBLIÉ	4 - 5
- LEUR GUERRE EST FINIE SUR LE PAPIER	5
- LES AGISSEMENTS DES MILICES DANS LA RÉGION OUEST..	6
- AIDE ALIMENTAIRE DE GBAGBO AU BURUNDI, RIEN QUE DE LA DÉMAGOGIE	6 - 7
- HALTE AUX MARIAGES FORCÉS!	7 - 8
- MOUVEMENT DES INSTITUTEURS: CE N'EST QUE PARTIE REMISE	9
- ABOBO SAGBE: LES HABITANTS EN ONT MARRE!	9 - 10
- EN COTE D'IVOIRE DES MILLIERS D'ENFANTS EN BAS AGE NE MANGENT PAS A LEUR FAIM	10 - 11
- IL Y A 60 ANS ECLATAIT LA RÉBELLION MALGACHE	12 - 13

E d i t o r i a l

**NE PAS COMPTER SUR LE COUPLE GBAGBO-SORO
POUR AMELIORER NOS CONDITIONS D'EXISTENCE !**

Le 13 avril dernier, après sa nomination comme Premier ministre, Guillaume Soro a dit qu'une de ses priorités est de trouver une « sortie de crise durable ». Il promet d'engager dans les jours prochains le redémarrage des « audiences foraines ». Rappelons que de nombreux habitants, plus particulièrement ceux originaires des régions du Nord mais aussi ceux dont le nom ne sonne pas bien aux oreilles des tenants de « l'ivoirité », n'ont pas de papiers d'identité ivoirienne parce que les autorités de ce pays les leur refusent. C'est une injustice. Ils sont traqués nuit et jour par les forces de l'ordre. De plus on leur refuse le droit de vote. Ces audiences foraines avaient été mises sur pied sous Banny, en principe pour remédier à cette injustice. On sait ce qu'il en est advenu. Le Fpi avait mobilisé sa troupe pour mettre fin à ce processus. Aujourd'hui Soro veut les relancer. Tant mieux. Mais quels moyens se donne-t-il pour y parvenir? Que fera-t-il si les partisans de Gbagbo continuent de s'y opposer physiquement ? Là-dessus il s'est contenté d'un vœu pieux.

Il a aussi parlé de la réunification du pays qui devrait commencer symboliquement par le « démantèlement » des points de contrôle des forces onusiennes et de la Licorne dans la zone dite de « confiance ». C'est ainsi qu'il y a eu tout un montage médiatique autour du démontage d'un point de contrôle de l'Onuci sur l'axe Yamoussoukro-Bouaké. Mais cela ressemblait plutôt à une opération de charme de Gbagbo et de Soro en direction de leurs partisans respectifs, histoire de faire croire qu'ils n'ont plus besoin de « forces étrangères » pour gérer la situation sur l'ensemble du territoire national. Mais la réalité est tout autre. La force française Licorne sera toujours présente en Côte d'Ivoire avec un contingent de 3 000 hommes. L'Onuci aussi restera dans la « zone de confiance ». La seule nouveauté c'est qu'il y aura maintenant des « brigades mixtes » composées de soldats « loyalistes », de soldats « rebelles » auxquels s'adjoindront ceux des « forces impartiales ». Personne ne sait jusqu'à quand cela durera. Il est aussi question d'intégrer l'ensemble des forces armées au sein d'un « Centre de commandement intégré ». Que deviendront les milices « civiles » armées des deux camps? Toutes ces questions sont loin d'être réglées.

Quant aux élections, troisième objectif de son gouvernement, Soro dit ne pas « cultiver le fétichisme des dates ». C'est-à-dire qu'il ne s'engage pas par avance sur une date buttoir pour organiser la prochaine élection présidentielle qui a déjà été reportée par deux fois. A vrai dire rien ne presse, ni pour Gbagbo ni pour Soro. En détenant les postes numéro un et deux de l'Etat, ils ont de quoi s'enrichir personnellement et faire profiter leurs proches et leurs clans respectifs. Cette « entente » relative durera tant que durera l'équilibre des forces entre leurs partisans.

Le sentiment qui existe majoritairement au sein des familles ouvrières et populaires est qu'elles souhaitent vivement la fin de cette situation de guerre qui dure depuis près de cinq ans et qui aggrave leurs conditions d'existence. Elles souhaitent que l'économie redémarre, que les usines embauchent, que les salaires augmentent, que les écoles et les hôpitaux publics fonctionnent mieux, etc. Cette crise a en effet rendu pire la situation des familles laborieuses qui était déjà mauvaise avant la scission du pays. Dans la fonction publique, le gouvernement a trouvé prétexte pour diminuer encore plus les prestations sociales, les salaires des petits fonctionnaires, les budgets alloués aux hôpitaux, à l'enseignement et aux transports publics. Dans le secteur privé, les patrons en ont aussi profité pour bloquer les salaires, procéder à des licenciements, et aggraver encore plus les conditions de travail de ceux qui avaient « la chance » d'être exploités par eux.

Parlant de la situation des travailleurs, Soro reconnaît que : « le désespoir de nos travailleurs a franchi la côte d'alerte. Les revendications sociales actuelles sont l'expression d'une angoisse profonde... ». Il dit qu'il va bientôt rencontrer les organisations patronales pour « décider ensemble des mesures urgentes », sans préciser la nature de ces mesures. C'est de la poudre aux yeux ! En revanche il a averti par avance que « les moyens et les potentialités de l'Etat » ne permettent pas de « répondre aux attentes des travailleurs ». Les travailleurs du privé, comme les petits salariés de l'Etat sont donc avertis. Il ne faudra rien attendre de bon de ce gouvernement issu du « dialogue direct ». Comme ses prédécesseurs, il sera sans pitié envers le plus grand nombre. Le véritable espoir de changement du côté social ne viendra pas de là-haut quel que soit celui qui dirigera l'Etat, mais de la base, c'est-à-dire de la capacité des travailleurs à s'organiser pour imposer collectivement leurs revendications.

QUAND LES GOUVERNANTS PARLENT DE LA SOUFFRANCE DU PEUPLE

Le gouvernement sorti des tractations de Ouagadougou, n'est pas différent des précédents. Le suspense qui a duré près d'un mois au lieu des deux semaines prévues par Gbagbo, était dû plutôt au partage des postes juteux. En effet c'est cela le réel enjeu de cet accord. Il est question pour les deux protagonistes de s'attribuer la plus grosse part sous forme de postes clés ou des ministères d'Etat.

Pour ce qui concerne la situation de la population laborieuse, c'est seulement dans les discours qu'elle est une préoccupation. De part et d'autre ils ne cessent de dire « qu'il faut mettre fin à la souffrance de la population ». Oui, c'est vrai, le peuple souffre. Il souffre d'ailleurs depuis longtemps avec les augmentations de tous les prix des produits de première nécessité. Mais croire que ces dirigeants veulent vraiment mettre fin à cela ce serait faire une grosse erreur. Si ces gens-là étaient ne serait-ce qu'un tout petit peu soucieux du bien-être de la majorité souffrante ils pourraient au moins prendre une décision gouvernementale pour mettre fin à toute augmentation de prix des différents produits et ramener ensuite tous les prix à leur niveau initial. Ensuite, faire face à la détresse des travailleurs en augmentant les salaires, en construisant des logements sociaux abordables à tous, en faisant de telle

sorte que les hôpitaux publics fonctionnent correctement, etc. Cela est possible aujourd'hui avec l'argent du pétrole, du café, du cacao, etc. Mais telle n'est ni leur ambition, ni leur volonté.

Quand le Président dit que le salaire des travailleurs n'a jamais été diminué, il montre vraiment son cynisme envers les plus démunis. Car si pendant que les salaires sont quasiment bloqués depuis des années les prix des denrées, des transports et des loyers augmentent, cela se traduit par la diminution du pouvoir d'achat des salariés. La baguette de pain, par exemple, coûtait 70 F il y a 10 ans, elle coûte aujourd'hui 150 francs, soit une augmentation 114 %. Le sac de riz de 10.000 F est aujourd'hui à 15.000 F et c'est ainsi pour toutes les autres denrées. Le loyer, le transport, l'électricité, l'eau courante, le Gaz et bien autres ont plus que doublé. Le salaire des travailleurs a fait du sur place.

Une augmentation générale des salaires au moins autant que la hausse des prix survenue depuis une dizaine d'années est nécessaire pour simplement rattraper ce que nous avons perdu. C'est une revendication vitale pour l'ensemble des travailleurs.

POUR QUE LES TRAVAILLEURS NE SOIENT PAS OUBLIÉS

Ces derniers temps les médias et les « patriotes » se font les chantres de la paix. Depuis plus d'un mois le leader des « patriotes », Blé Goudé ne fait que parcourir certains quartiers d'Abidjan et des villes de la zone gouvernementale pour dit-il faire la paix avec ses ennemis d'hier. Ces mêmes serpents qui

passaient tout leur temps à cracher leur venin de haine ethnique hier se sont transformés, par on ne sait quel coup de baguette magique, en douces colombes de la paix. Tant mieux et personne ne s'en plaindrait. Mais la réalité est tout autre. Dans ce pays, il vaut mieux être riche et originaire des régions du Sud

plutôt qu'être pauvre et classé dans la catégorie « Non national ». C'est le cas de ceux d'Abobo Samaké qui reçoivent chaque jour la « visite » de certains éléments du Cecos et de l'armée pour leur soutirer de l'argent. Ceux qui n'ont pas d'argent sont brimés et humiliés.

Les milices ne sont pas désarmées et continuent de sévir dans la partie ouest du pays. Dans les « agora » et autres « parlements », les rassemblements continuent avec des propos toujours haineux envers ceux qui ne sont pas de leur bord. Si aujourd'hui ils acceptent de fraterniser avec les ex-rebelles et on ne sait pas pour combien de temps, par contre, les militants des partis comme le PDCI, LE RDR et autres ne sont pas les bien venus. Ils sont taxés de traîtres, de lâches, de gens qui sont contre la paix et donc « à abattre ».

Mais en dehors de cette entente de circonstance entre les dirigeants du FPI et ceux des FN pour le partage du pouvoir quel serait le bénéfice pour les populations pauvres que le gouvernement, depuis près de cinq ans, maintient dans la souffrance et à qui il demande sans cesse de faire toujours des sacrifices. Dans les quartiers pauvres les travailleurs continuent de vivre dans la misère.

Après avoir écouté les beaux discours « des faiseurs de paix » dans les meetings qu'ils organisent, chacun rentre chez lui avec ses soucis quotidiens : « Je vais manger quoi ce soir ? Le loyer n'est pas encore payé. Et la scolarité de mon enfant ? Ma femme est malade, je n'ai rien pour la faire soigner, etc. » Pour les travailleurs, même si le climat actuel est une bonne chose à côté des massacres du passé, il faut que cela débouche vers un mieux-être.

LEUR GUERRE EST FINIE SUR LE PAPIER

Gbagbo a annoncé officiellement la fin de la guerre. La cérémonie marquant cet événement a eu pour apothéose la soi-disant suppression de la « zone de confiance ». On pouvait voir sous tous les angles et de façon répétitive à la télévision un bulldozer démolir une petite cabane insignifiante qui était un point de contrôle de l'Onuci.

Aujourd'hui, tout porte à croire que les anciens belligérants se sont réconciliés. Mais que valent vraiment leurs paroles ? Si aujourd'hui Gbagbo et Soro marchent côte à côte, c'est le partage du pouvoir qui les rapproche. Si on peut constater le retour de certaines personnalités militaires ou civiles exilées depuis longtemps, c'est pour participer eux aussi au partage du gâteau.

Pendant ce temps les questions fondamentales qui les ont toujours opposés telles que l'identification de la

population, le démantèlement des milices, la réunification du pays, le processus électoral, etc.... restent entièrement sans solution.

Prenons par exemple le cas de l'identification, Soro a déclaré tout bonnement qu'il ne fallait pas s'attacher au « fétichisme des dates ». Combien de temps les personnes qui subissent les conséquences désastreuses de la privation de papier doivent-elles attendre pour être régularisées. Le désarmement des milices n'a pas encore commencé que déjà des chefs miliciens annoncent qu'ils ne désarmeront pas, bluff ou pas, avec des gens de cet acabit, on peut s'attendre à tout. Que valent alors ces paroles de fin de guerre ? Les petites gens victimes des agissements de toutes sortes de ces milices, ne sont pas au bout de leur souffrance.

L E U R S O C I E T E

LES AGISSEMENTS DES MILICES DANS LA REGION OUEST

L'une des milices pro-gouvernementale de l'ouest montagneux, connue sous le nom de LIMA fait savoir son mécontentement par différents moyens. Les groupes appartenant à cette formation craignent de ne pas être pris en compte dans le cadre du « programme de démantèlement et de réinsertion des milices » (DDR). Ils ne veulent pas retourner les mains vides dans la vie civile et au bout du compte retrouver une existence de galère qui est le lot de la majorité des jeunes. Le fait de disposer d'armes et d'uniformes, d'un certain rôle auprès des autorités locales, leur conférait jusqu'ici un certain pouvoir toléré par ces autorités auprès de la population. Au final c'est l'assurance de manger à leur faim avec le produit des rackets opérés sur les petites gens. Le LIMA menace même d'en arriver aux armes si le programme ne se déroule pas suivant son souhait.

Il faut noter que dans les zones sous contrôle gouvernemental, les milices ont fleuri sous l'impulsion des dignitaires du régime FPI. Créées en tant que groupes d'autodéfense au moment des premières heures des affrontements, les milices ont par la suite reçu des formations qui ont fait d'eux des paramilitaires et des supplétifs de l'armée. Toutes les milices sur l'ensemble du territoire ont été

constituées sur des bases ethnistes ou celle de l'appartenance politique. Ce qui fait que dans l'ouest certaines milices se sont tristement illustrées dans des crimes à caractère ethniste. On a l'exemple de la reprise de Bangolo où les quartiers dioulas ont été la cible des miliciens après leur entrée dans la ville. Les personnes d'appartenance nordique ont été sommairement abattues.

Aujourd'hui Gbagbo et Soro se sont entendus pour faire route ensemble. Mais leur conciliation n'est pas sûre de se faire sans accrocs. Leurs partisans respectifs qui ne semblent pas trouver leur compte dans cette alliance sont bien décidés à leur créer des difficultés. Et comme d'un côté ou de l'autre on n'est pas prêt de tenir les promesses faites hier, les milices, ayant déjà les armes sont tentées de s'en servir pour leur propre compte. La recrudescence des coupeurs de route qui sévissent dans la région de Duékoué s'explique peut-être par ce fait.

C'est dire que même la paix entre Gbagbo et Soro n'est pas encore gage de sécurité pour les populations. Les milices demeurent une source d'insécurité. Il n'est pas dit qu'elles ne bénéficient pas d'« encouragement » auprès de quelques petits chefs de guerre qui cherchent à contrôler leur région pour leur propre compte.

AIDE ALIMENTAIRE DE GBAGBO AU BURUNDI, RIEN QUE DE LA DEMAGOGIE

Gbagbo Laurent a fait des dons en nature pour soi-disant soulager ceux qui

souffrent de la famine au Burundi. On ne sait pas ce

L E U R S O C I E T E

qui fait courir Gbagbo, mais les quelques tonnes de nourriture cachent bien autre chose qu'un souci quelconque de venir en aide aux populations pauvres du Burundi qui se trouvent à l'autre bout du continent. Des familles pauvres qui gagnent difficilement un repas par jour, il en existe ici même à Abidjan sans même parler des zones rurales où la misère est encore plus grande. Il y a des zones du pays où pendant la période de saison sèche qui va de décembre à avril, trouver de l'eau potable devient problématique. Les puits étant asséchés dans les villages, les populations se déplacent sur des kilomètres pour se ravitailler en eau dans des rivières avec les risques d'infection que cela peut comporter. Un rapport récent de l'OMS vient de déclarer que 40 000 enfants ivoiriens souffrent de la malnutrition. La scolarisation est devenu un rêve lointain pour beaucoup d'enfants. Ceux qui ont

la chance de suivre des cours le font dans des conditions effroyables. Les classes sont bondées et les professeurs mal payés perdent la motivation. Tous les services publics de l'Etat, hôpitaux, écoles, routes et bien d'autres sont laissés à l'abandon et sont gagnés petit à petit par la ruine.

Tout ça Gbagbo le sait et il n'a aucunement l'intention d'y faire face. S'il va jouer les bons samaritains au Burundi, ce ne peut être que par souci de démagogie. De même que récemment, il a fait une campagne sur le Rwanda en compagnie de Paul Kagamé qui n'est plus en odeur de sainteté avec la France. Il en fait aujourd'hui avec le Burundi qui commence à être en brouille avec la France. Par ce genre d'actes et par un langage pseudo anti-impérialiste, Gbagbo cherche sans doute et malheureusement il réussit parfois à occulter sa propre politique ethniste et tribale.

HALTE AUX MARIAGES FORCES !

Dans le journal Fraternité matin du 17 avril dernier, on pouvait lire qu'une jeune fille a disparu depuis 2001 de chez elle. Elle a fui parce que son père voulait la forcer à se marier avec quelqu'un. Cela rappelle l'histoire de cette autre jeune fille qui avait tué le mari choisi par sa famille contre son gré.

Ce genre de drame révoltant n'est malheureusement pas un cas rare. Pour de l'argent ou d'autres considérations, des familles donnent leurs filles sans le consentement de ces dernières à des personnes. C'est souvent à coups de brimades, de tabassages, de tortures morales et de chantages qu'ils imposent de telles pratiques.

Au même titre que l'excision, les mariages forcés sont des pratiques ancestrales qui doivent être combattues et pas seulement en paroles. Ces

agissements d'un autre âge traduisent le mépris pour les femmes dans cette société. Des ONG et associations mènent des campagnes de sensibilisation et c'est tant mieux. Mais le journaliste qui relate le fait se donne bonne conscience et du même coup dédouane en quelque sorte les pouvoirs publics face à des responsabilités qui relèvent de leur ressort. C'est à l'Etat de s'impliquer avec les moyens dont il dispose, pour sensibiliser et même éduquer la population sur les dangers de ces pratiques rétrogrades.

Il faut souhaiter que des femmes et des hommes révoltés par ces pratiques s'unissent pour intervenir eux-mêmes dans leurs quartiers, dans leur entourage lorsque de tels cas se produisent.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MOUVEMENT DES INSTITUTEURS : CE N'EST QUE PARTIE REMISE

Les instituteurs ont accepté de reprendre les cours après deux semaines de grève. Le nouveau ministre de l'éducation Nationale a réussi à négocier avec leurs représentants une trêve de quelques mois. L'accord reste vague : le ministre « s'engage à ouvrir de nouvelles consultations en vue de trouver une solution consensuelle et définitive avant les examens de fin d'année ».

Les revendications des instituteurs étaient très claires sauf que dans l'application effective de l'accord, l'ancien ministre a exclu une grande partie des instituteurs sous des prétextes fallacieux et repoussé la date de l'effectivité des mesures de quelques mois contrairement à ce qu'il avait

promis. Ce qui a poussé les enseignants à reprendre plus ou moins le mouvement.

Quant au nouveau ministre qui promet de nouvelles consultations, lui, il va toucher des millions pour son « installation ». S'il y a assez d'argent pour cela, il devrait y en avoir pour accorder les 40 000 f que réclament les instituteurs. Pendant ce temps, il y a des instituteurs qui sont obligés de se loger dans des conditions inconfortables, qui croulent sous le poids des dettes. Ils ont démontré leur capacité de mobilisation. Leurs grèves sont toujours largement suivies. Alors le ministre peut faire du dilatoire, ils sauront comment se faire entendre.

ABOBO SAGBE : LES HABITANTS EN ONT MARRE !

Communément appelé « derrière les rails » ce sous quartier est la partie la plus déshéritée de la commune d'Abobo, et il ne se passe pas de jours sans qu'un drame ne survient avec souvent une perte en vie humaine. Tout cela par faute d'infrastructures comme la route, l'électricité, l'eau courante etc...

Ce sous-quartier de près d'un million d'habitants, est divisé en 6 sections. C'est la partie appelée « quartier céleste » qui est un peu doté d'infrastructure comme un centre de santé, une gare de bus Sotra et surtout une route bitumée. Mais tout cela commence à se dégrader fortement. La voie bitumée qui est le seul accès au quartier est presque coupée en deux à des endroits. Quant aux autres secteurs comme « Palmeraie » et surtout

« Bocabo », les problèmes sont plus récurrents.

A Palmeraie, ce quartier qui existe depuis 1964, il n'y a ni eau courante ni électricité à plus forte raison aucun centre de santé pour une population estimée à 80.000 personnes. La plupart des foyers utilisent encore des lampes à pétrole. L'insécurité est quasi permanente, une fois la nuit tombée.

Bocabo, cet autre sous-quartier est doté d'un centre de santé dit communautaire. Mais n'a plus de voie d'accès depuis plus de 6 mois. Les femmes qui y tiennent un commerce sont obligées de transporter leurs marchandises soit sur leur tête soit dans des brouettes depuis la voie principale d'Abobo.

Mais le pire est que ce manque a été la cause de plusieurs morts dans ce

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

centre de santé.

De plus l'équipement manque. Pour des maladie ou des cas graves, ils ne servent que de transit vers les CHU. Et c'est à ce niveau que le manque de route est fatal aujourd'hui à la population de ce sous-quartier. Il y a de cela un mois un vieil homme d'une soixantaine d'années a trouvé la mort, pendant qu'on le transportait dans une brouette sur une distance d'un kilomètre pour atteindre la voie principale. Ces cas de décès sont très fréquents, surtout avec les femmes qui accouchent et qui

perdent du sang ou qui ont besoin d'une opération.

La population a initié plusieurs rencontres avec les autorités municipales. Mais celles-ci font la sourde oreille ou rejettent la responsabilité sur une autre structure de l'Etat appelée « AGEROUTE ». En attendant, la population continue de souffrir au quotidien et ceux qui n'ont pas la chance et qui tombent malade continuent eux aussi de risquer leur vie. Beaucoup de gens prennent conscience de ce fait.

EN COTE D'IVOIRE DES MILLIERS D'ENFANTS EN BAS AGE NE MANGENT PAS À LEUR FAIM

Selon les chiffres officiels de l'OMS repris par la presse, 40.000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition dans notre pays. Les conséquences pour leur santé sont graves et multiples. Ces enfants sont maigres et ne grandissent pas beaucoup. Lorsqu'ils sont bébés, le lait maternel est insuffisant du fait que les mamans elles-mêmes n'ont pas de quoi se nourrir. La qualité et la quantité du lait dans les biberons laissent à désirer parce que de plus en plus de familles n'ont pas d'argent. Beaucoup d'enfants attrapent toutes sortes de maladies parce que leur corps se défend mal. Etant donné que les quartiers dans lesquels ces familles habitent sont pauvres, toutes sortes de microbes prolifèrent. La liste des maladies infantiles liées à la malnutrition et à la vétusté des lieux d'habitation est longue.

Avant la guerre c'était déjà la misère pour certaines familles qui d'ailleurs ne mangeaient qu'une seule fois par jour c'est-à-dire un repas à 16

heures, généralement appelé « mort subite » ou encore « coup franc direct ». Dans d'autres familles, même avoir ce seul repas par jour c'est tout un problème. Cela a même pour conséquence aujourd'hui le travail des enfants car pour subvenir tant bien que mal aux besoins quotidiens, tout membre de la famille âgé de plus de huit ans doit aller se débrouiller, faire quelque chose pour ramener de l'argent à la maison afin que la famille puisse avoir de quoi à tromper la faim. La guerre est venue empirer la situation déjà dramatique et même augmenter le lot de ceux qui vivent dans la misère.

Cette situation intolérable n'est pas typique seulement à la Côte d'Ivoire. C'est aussi la situation dans tous les pays sous-développés. Il est révoltant d'entendre parler encore au 21^e siècle de malnutrition. Ici même à Abidjan, dans certaines familles riches leurs animaux de compagnies comme les chiens ont droit à beaucoup de viande chaque jour. Dans les quartiers chics de Cocody des poubelles débordent de nourriture

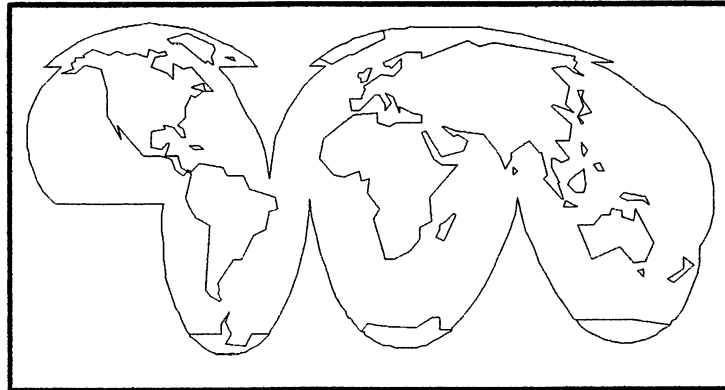
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

pendant que à deux pas de là, trouver de quoi se mettre sous la dent est considéré comme une chance pour de nombreux enfants.

Les gouvernements ont démissionné dans ce domaine. Et ce qui

est encore dégoûtant dans tout cela, ce sont les multiples dîners galas que les ministres, les organismes de la santé ou de l'alimentation organisent pour réfléchir sur les problèmes de la faim et de la malnutrition.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

IL Y A 60 ANS ECLATAIT LA "RÉBELLION" MALGACHE

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, un soulèvement populaire éclatait à Madagascar contre la domination coloniale française. La garnison de Manakara tombe aux mains des insurgés. L'insurrection s'étend sur la partie est de l'île. La ville de Moramanga, ainsi que des localités plus petites sont envahies par les insurgés qui se comptent au moins par centaines. De nombreuses voies de communication sont sabotées ainsi que des édifices symbolisant l'ordre colonial. Des fermes de gros colons sont détruites. A Tananarive, la capitale, l'action a été décommandée par certains leaders et le soulèvement qui se voulait "de tous et partout" n'a pas vraiment eu lieu. Le 4 avril l'Etat de siège fut proclamé. Des milliers de soldats ont été envoyés pour venir à bout des "rebelles". Le corps expéditionnaire passa de 18 000 à 30 000 hommes et les moyens militaires dépêchés sur place ont été augmentés de façon importante à la demande des autorités coloniales. Même de nos jours, des survivants et des témoins n'ont pas oublié que les prisonniers malgaches ont été embarqués dans des avions puis lâchés vivants au-dessus des villages soupçonnés d'avoir abrité des combattants. Les militaires se sont livrés à des "opérations de nettoyage" et la répression a été féroce. Elle dura jusqu'à la fin de l'année 1948. Le Haut-commissaire de l'époque a fait état de 89 000 morts.

Le gouvernement Ramadier (SFIO), dont faisaient partie Maurice Thorez et Jacques Duclos (Parti communiste), a été impitoyable. Ceux

qui étaient considérés comme meneurs furent emprisonnés. Certains d'entre eux ont été fusillés après avoir été jugés sommairement par les tribunaux coloniaux.

En fait, la lutte contre l'oppression coloniale et pour des droits démocratiques a connu diverses étapes. Dans l'entre deux guerres des manifestations nationalistes ont eu lieu. Elles se réclamaient d'une organisation secrète appelée VVS. Ce mouvement de protestation a eu pour conséquence la naissance de la presse d'opinion malgache et celle d'organisations syndicales. Mais c'est pendant la deuxième guerre mondiale et la période de l'après guerre que naissent les organisations qui déclencheront l'insurrection de 1947. L'action légale est représentée par le MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache) qui a à sa tête trois personnalités qui deviendront parlementaires malgaches à l'Assemblée nationale française de 1946. En effet, au lendemain de la guerre, pour contenir la vague de mécontentement consécutive aux privations auxquelles la population était soumise durant le conflit mondial, le régime de De Gaulle, dut faire quelques concessions. C'est ainsi qu'il accorda le droit de vote et favorisa la naissance du MDRM en février 1946 à Paris.

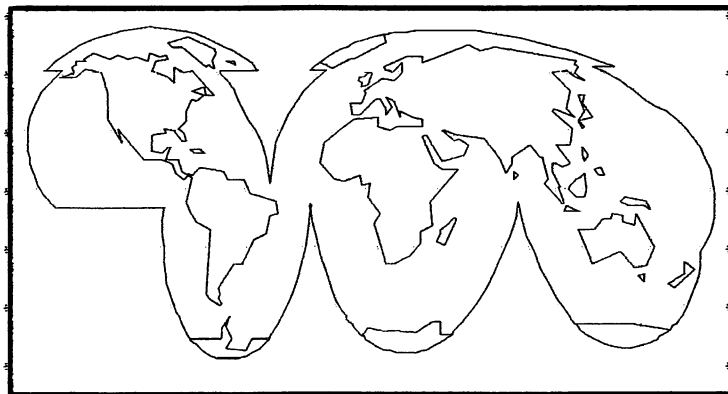
A la veille des événements de 47, ce parti revendiquait 300 000 adhérents. Il réclamait plus ou moins l'indépendance tout en voulant rester au sein de l'Union Française. Lorsque

l'insurrection éclate, le MDRM la condamne. Cela n'a pas empêché l'impérialisme français de s'acharner sur lui. Les dirigeants au pays ainsi que les trois parlementaires en France sont arrêtés. Certains responsables locaux sont condamnés à mort ou à perpétuité. Les trois parlementaires ont été maintenus en exil durant de longues années. Ils n'ont pu revenir au pays que plusieurs années après l'indépendance de 1960. Ce fut sous le régime de Tsiranana, placé à la tête de l'Etat par la France de De Gaulle.

Sous le régime de Tsiranana, les

événements de mars/avril ne devaient être commémorés que sous forme de "journées de deuil national". Aucun rassemblement autre que les cérémonies officielles encadrées par l'armée et les notables, n'était autorisé. Ce dictateur se contenta de tolérer au pays les leaders du MDRM. Les conditions de vie de la population n'ont connu aucune amélioration. Les geôles du régime ont continué d'abriter de nombreux opposants. Tsiranana lui-même a fini par être destitué une douzaine d'années après l'indépendance par les militaires.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.